



ASSOCIAZIONE
MANAGEMENT
CLUB

RAPPORT 2010 SUR LES CLASSES DIRIGEANTES

Focus Group

Classes dirigeantes et crise économique

Paris, 19 novembre 2009

RAPPORT 2010 SUR LES CLASSES DIRIGEANTES

FOCUS GROUP

Classes dirigeantes et crise économique

Science Po - CERI

Paris, Rue Jacob 56

19 novembre 2009, 13h 00 – 15h 30

L'Association Management Club (AMC), dans le cadre des activités de recherche du 4ème «Rapport sur les classes dirigeantes» - est entrain de réaliser une série de réunions de travail (focus group) au sujet de la sélection, formation et mobilité de la classe dirigeante italienne par rapport aux classes dirigeantes européennes, dans le cadre de la crise actuelle.

Le but est d'enrichir les contenus et les conclusions du Rapport, qui sera présenté en 2010, en discutant avec un panel limité et qualifié d'experts, dirigeants, entrepreneurs, représentants des partenaires sociaux, politiciens et journalistes d'Italie, France, Allemagne et Royaume Uni, en faisant émerger leurs expériences.

PROGRAMME

Intervention d'ouverture

- Giuseppe Perrone, Président Association Management Club

Introduction et coordination

- Marc Lazar, Professeur Science Po / Luiss
- Nadio Delai, Coordinateur Scientifique Rapport sur les classes dirigeantes

Liste des participants

- Alain-Gérard Slama, éditorialiste au Figaro, membre du Conseil d'Analyse de la Société auprès du Premier Ministre, enseignant à Sciences Po.
- Bruno de Montalembert, directeur du développement de la Banca Leonardo
- Carlo Carboni, Prof. Sociologie des procès économiques et du travail, Université Polytechnique Marche
- Dominique Ferrero, ancien directeur général du Crédit Lyonnais, ancien président du directoire de Natixis, conseiller du président du conseil de surveillance de Natixis
- Gérard Grunberg, ancien directeur scientifique de Sciences Po, directeur de recherche CNRS (science politique)
- Gianenrico Rusconi, professeur de Science politique, Université de Turin
- Gilles Finchelstein, délégué général de la Fondation Jean-Jaurès, directeur des études à Euro RSCG
- Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen, ancien vice-président de l'UDF, conseiller maître à la Cour des Comptes
- Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal Le Monde (1994-2007), directeur de Slate.fr, chroniqueur de France-Inter et France-Culture, animateur de l'émission télévisée Faces à faces (Public Sénat),
- Jocelyne Abonneau, éditorialiste et responsable des « Etudes politiques » au Figaro
- Laurent Bigorgne, ancien directeur adjoint de Sciences Po, directeur des Etudes à l'Institut Montaigne
- Pietro Fiorentino, Directeur AMC
- Raffaella Nanetti, professeur de Planification Urbaine et Politique, London School of Economics, Université de l'Illinois à Chicago (UIC)
- Renaud Dély, ancien directeur adjoint du journal Libération, directeur adjoint de l'hebdomadaire Marianne

Secrétariat scientifique et d'organisation :

- Giorgio Neglia – AMC [neglia@managementclub.it]
- Carole Bachelot – Science Po [carole.bachelot@noos.fr]

Un plateau repas sera offert à chaque participant

**Note préparatoire au focus group sur
les classes dirigeantes françaises et la crise**

**Marc Lazar
Carole Bachelot
19 novembre 2009**

Paris

Un printemps 2009 marqué par des grèves assez massivement suivies, d'importantes manifestations, des séquestrations de chefs d'entreprises, quelques violences de rue, des débats incessants dans les médias sur les révoltes voire les révolutions qui s'annoncent ; des Français qui, régulièrement dans les sondages, affichent encore plus que d'habitude leur méfiance envers l'économie de marché, réclament de la protection, se montrent très sévères envers le gouvernement et leurs dirigeants en général. La crise économique relancerait-elle ce penchant français récurrent au rejet des élites ?

La France est caractérisée par un paradoxe. D'un côté, la République fait l'objet d'un consensus depuis longtemps désormais largement partagé, de l'autre, existe une réelle défiance des Français envers leurs élites administratives, politiques, économiques et culturelles qui, pourtant, invoquent la République par conviction mais aussi comme forme de légitimation. Cette méfiance a longtemps été perçue comme caractéristique de la culture politique nationale, marquée simultanément par l'héritage révolutionnaire, « la passion de l'égalité » (Tocqueville) et l'absence d'une tradition de compromis social. Les périodes de crise sociale et économique entraînent logiquement une coupure encore plus profonde entre ces élites et l'opinion, les classes moyennes et populaires étant, plus encore que d'ordinaire, sensibles à l'approfondissement des inégalités. Cela ne manque alors pas d'alimenter des débats sur la République, non point pour la contester en elle-même, mais pour discuter du contenu qu'elle recouvre et du sens qu'elle revêt.

Il nous faut alors établir un diagnostic précis de la conjoncture présente. On peut penser que cette crise est profonde. Il semblerait qu'on assiste à un rééquilibrage des deux orientations simultanément défendues par Nicolas Sarkozy durant sa campagne électorale : la logique libérale prônée au niveau individuel (celle du « travaillez plus pour gagner plus ») s'effaçant, au moins dans le discours, derrière une politique colbertiste au

niveau national (notamment dans le domaine industriel). Cette évolution relance le débat sur les valeurs républicaines fondatrices de l'égalité et de la méritocratie.

I Une défiance croissante envers les élites ?

Pour la période la plus récente, un certain nombre d'épisodes avant-coureurs ont manifesté ce rejet, voire cette détestation, des élites, bien avant le début de la crise à l'automne 2008. Sans remonter au 21 avril 2002 et à la présence de Jean-Marie Le Pen, candidat de l'extrême-droite au second tour de l'élection présidentielle, des phénomènes aussi différents que le rejet du Traité constitutionnel européen (pourtant soutenu par les deux principaux partis de gouvernement) en 2005, le manque de popularité chronique du gouvernement depuis l'automne 2007, les mouvements sociaux face aux réformes du gouvernement et leur radicalisation au printemps dernier (allant jusqu'à la séquestration de dirigeants d'entreprises) ont pu être interprétés comme autant de signes d'une défiance croissante envers les dirigeants du pays. Plus récemment, les polémiques de mars-avril 2009 largement relayées dans les médias sur les rémunérations des dirigeants de grandes entreprises ainsi que les affaires du ministre de la culture Frédéric Mitterrand et Clearstream, reposant la question d'une justice pénale traitant différemment les responsables politiques et les citoyens ordinaires ont encore montré la détérioration de l'image des élites tant politiques qu'économiques.

Ces polémiques ont eu d'autant plus d'impact que s'est parallèlement détérioré le climat social et, de manière plus générale, les conditions de vie d'une grande partie de la population. En outre, le climat s'est fortement alourdi pour d'autres raisons. Les bonus des banquiers ont été vécus comme des scandales et ont été dénoncés à plusieurs reprises par le Président de République. Les accusations de népotisme et de corruption, se sont ainsi développées cependant que s'ouvraient des débats sur l'éventuelle « moralisation » du capitalisme, ainsi que sur les inégalités sociales, auxquels la presse écrite a accordé une large place. Dans ce contexte, l'imputation habituelle des responsabilités a été inversée : le blocage de la société et de l'économie généralement imputé « à la France d'en-bas » (et qui rendrait impossible la réforme en France) est soudain apparu (ou a été présenté) comme venant d'en-haut.

Les responsables politiques et économiques ne sont pas restés inertes face à cette crise de confiance. Au contraire. Un certain nombre d'initiatives devaient ainsi répondre à la dénonciation d'une distance accrue entre ces dirigeants et une société fragilisée. Les techniques de la démocratie participative sont ainsi reprises par les principaux partis, après avoir été largement expérimentées au niveau local et mises à l'honneur par S. Royal lors de sa campagne présidentielle de 2007 ; d'une certaine façon, il en va de même avec les modalités qui sont prévues pour l'organisation du débat que vient de lancer le ministre de l'immigration, Eric Besson, sur l'identité nationale. Sur les questions économiques et sociales, le gouvernement a commandé au Conseil d'Analyse Stratégique un rapport sur la réalité du déclassement, a missionné la commission Attali « pour la libération de la croissance » (prônant entre autres une nouvelle gouvernance) puis la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur les nouveaux indicateurs de richesse. Le Medef a adopté une charte éthique sur la rémunération des chefs d'entreprise. Une charte sur la diversité a également été adoptée par un certain nombre d'entreprises. Autrement dit, comme dans les années 30 ou post-1945 les élites semblent avoir tenté de maîtriser cette délégitimation en produisant un discours critique sur elles-mêmes, sans véritable succès jusqu'à maintenant. Là encore, le débat sur l'identité nationale peut aussi être interprété, au-delà des calculs politiques en vue des prochaines élections régionales de mars 2010 qu'il comporte, comme une tentative de recomposer autour de thème de la nation la cohésion de la France : il serait donc une des réponses aux risques de fragmentation et de désagrégation de la société.

II Au-delà de la crise, des déséquilibres structurels qui expliquent une méfiance de long terme

On peut en effet penser que la conjoncture critique révèle des tensions plus profondes, installées sur le long terme, qui affectent les hiérarchies sociales et nourrissent sans doute la défiance envers les classes dirigeantes.

La première relève sans doute du « **déclassement** » subi par la plus grande part des classes moyennes. Les inégalités de revenus n'ont cessé de se creuser : depuis les années 80, les professions intermédiaires ont perdu dix points de salaire par rapport aux cadres et aux professions intellectuelles. Ces inégalités sont aussi devenues transgénérationnelles. De nombreux sociologues ont montré que depuis les vingt ou trente dernières années, les Français ne pensent plus que demain sera meilleur qu'aujourd'hui,

ou même que leurs enfants vivront mieux qu'eux. Le risque de la chute sociale remplace la confiance dans un « ascenseur » qui permettrait à chaque génération d'améliorer son sort par rapport à celui de ses parents. De fait, l'écart des revenus entre trentenaires et quinquagénaires par exemple n'a cessé de se creuser, passant de 15% dans les années 70 à 40% aujourd'hui. Les racines du déclassement se trouvent ainsi à l'école, qui ne donne plus les moyens de croire en l'élitisme républicain posant une équivalence entre diplôme et promotion sociale. La massification de l'éducation et la multiplication des diplômés ont logiquement fait chuter la valeur du diplôme (il faut être beaucoup plus diplômé pour occuper la même position que ses aînés). Par ailleurs, si ce relâchement du lien entre le diplôme et l'emploi vaut pour toutes les catégories sociales, il semble toucher davantage les plus défavorisés ; dans ce contexte, le capital social et culturel, les relations jouent un rôle grandissant dans l'accès aux stages et aux emplois.

Ce phénomène n'est pas sans conséquences sur les orientations politiques : on a souligné depuis le referendum sur le Traité de Maastricht l'apparition de nouveaux clivages opposant ceux qui espèrent encore renforcer ou maintenir leur position, face à ceux qui craignent un ultime déclassement (clivages ne recoupant pas nécessairement ceux de la droite et de la gauche). Les partis extrêmes qui capitalisent sur le rejet des partis de gouvernement semblent se nourrir autant voire plus de cette peur de la chute sociale que du racisme ou du nationalisme.

On peut ainsi poser l'hypothèse que les classes dirigeantes ont été d'autant plus critiquées qu'elles semblent vouloir avant tout protéger leurs acquis, voire refuser de participer à l'effort demandé aux Français (cf la polémique sur le bouclier fiscal). On pourrait également supposer qu'elles ont été des cibles d'autant plus évidentes qu'en faire partie est devenu un objectif largement inaccessible, non seulement pour les Français eux-mêmes, mais aussi pour leurs enfants.

Ce frein à la mobilité sociale doit par ailleurs être mis en relation avec **le mode particulier de sélection sociale** des élites françaises, marqué par sa précocité dans la carrière et sa rigidité. L'Université ouverte à tous reste une voie de pis-aller pour accéder aux postes de direction. Les grandes écoles continuent de fournir plus de la moitié des chefs d'entreprise du CAC 40, et la grande majorité des hauts fonctionnaires membres des cabinets ministériels et cadres des administrations centrales. Elles restent par ailleurs extrêmement sélectives, sur la base d'un concours très discriminant socialement (notamment sur les épreuves de culture générale : un enfant de catégorie CSP – a deux fois moins de chances, à notes égales au baccalauréat, de réussir le concours de Sciences

Po, qu'en enfant de catégorie CSP+) et qui déterminera toute la carrière ultérieure. L'homogénéité sociale de ce recrutement n'est plus à montrer depuis les années 1980. Ce modèle est d'évidence en crise : une proportion grandissante d'anciens élèves des grandes écoles font une carrière dans le privé, la ressource de l' « énarchie » est relativement dévalorisée en politique (seul une ministre –Valérie Pécresse, Ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur- dans l'actuel gouvernement est énarque), le contenu des enseignements tend à s'inspirer davantage des écoles de commerce et de management... pour autant, il semble surtout que l'actuelle période de transition ait modifié la destination professionnelle de ces élites davantage qu'elle n'en a transformé la sélection ou la structuration. La « noblesse d'Etat » analysée par P. Bourdieu est devenue une « aristocratie d'entreprise » (en partie du fait de la privatisation des entreprises publiques), dont la finalité de reproduction sociale n'a pas été modifiée.

Le débat actuel sur la diversité (devenue un objectif de politique publique avec la nomination d'un Commissaire chargé de la diversité et de l'égalité des chances), la création d'un « Label diversité » par l'Association nationale des directeurs de ressources humaines, l'expérimentation du CV anonyme dans une cinquantaine d'entreprises afin de remédier aux discriminations ethniques mais aussi sociales et genrées à l'embauche (conformément à une loi votée en 2006 toujours dans l'attente d'un décret d'application), les modifications du recrutement à Sciences Po avec les conventions d'éducation prioritaire et la politique de bourses, la suppression du classement de l'ENA montrent la prise de conscience de cette homogénéité sociale et de la rigidité du système. Les polémiques auxquelles ces mesures ont donné lieu témoignent également de l'absence de consensus sur les valeurs de l'égalité des chances et de la méritocratie républicaine. Ce débat et ces initiatives marquent sans doute une rupture dans l'idée républicaine traditionnelle ; ils suscitent aussi des espoirs qui ne sauraient être déçus à l'avenir.

III L'opinion face aux classes dirigeantes

Tout se passe comme si les Français avaient le sentiment que les élites – politiques, économiques, médiatiques – découvrent la crise en 2008, alors même qu'eux la vivent quotidiennement depuis plusieurs années.

Ce constat est particulièrement valable pour les élites politiques. De manière générale, les Français se distinguent en Europe par l'ampleur de leur rejet du personnel politique, et corollairement par leur conviction que les individus eux-mêmes peuvent faire

à leur échelle aussi bien, sinon mieux, que leurs représentants. A la question « parmi la liste suivante¹, quels sont les trois acteurs à qui vous faites le plus confiance pour améliorer les choses dans notre société », les Français citent en premier lieu « eux-mêmes » (39%), *ex-aequo* les « scientifiques » (39%) et enfin les associations de citoyens (36%) : la France est ainsi le seul pays interrogé (parmi la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suède et l'Espagne) à ne pas classer ses gouvernants à l'une des trois premières places, et surtout à citer les citoyens eux-mêmes comme les plus dignes de confiance pour l'amélioration de la situation nationale.

Quant au jugement sur l'équipe au pouvoir, la confiance envers Nicolas Sarkozy a toujours été inférieure à 50 % depuis le mois de décembre 2007, sans pour autant que la gauche en bénéficie ; les enquêtes quantitatives mais aussi qualitatives montrent que les divisions du Parti socialiste sont d'autant plus mal perçues par l'opinion qu'elles sont interprétées comme des conflits intéressés pour des postes de la part d'acteurs privilégiés qui sont socialement à l'abri de la crise.

L'ampleur de la polémique déclenchée par le projet de nomination de Jean Sarkozy, fils du Président, à la tête de l'EPAD, l'Etablissement Public des Affaires de la Défense, un des plus importants centres d'affaires européens², peut sans doute être interprétée comme un épisode réactivant une sensibilité extrêmement forte aux questions touchant à la collusion des élites, à la méritocratie républicaine, aux inégalités sociales devant le pouvoir d'achat et l'emploi, sensibilité qu'on retrouve d'ailleurs aussi bien à droite qu'à gauche.

Si les Français semblent envisager de plus en plus une sortie de crise (en septembre 2009, 55% des Français se disent optimistes pour l'avenir, contre seulement 39% il y a un an, même s'ils restent sceptiques sur la perspective d'une reprise rapide) les attentes restent fortes envers les pouvoirs publics, notamment en matière de lutte contre le

¹ Les options possibles sont : « aux gouvernants, aux scientifiques, aux enseignants, aux associations de citoyens, à vous-même, aux économistes, aux syndicats, aux intellectuels, aux autorités spirituelles, à personne » (« Les nouvelles formes du capitalisme », janvier 2009, TNS Sofres).

² 46% de Français se disant « mécontents » au 15 oct. citent cette affaire qui arrive largement en tête des sujets de mécontentement, contre seulement 17% pour la dégradation du pouvoir d'achat et 16% pour les impôts et les taxes (sondage IFOP JDD).

chômage, contre la pauvreté et l'exclusion. En effet, l'Etat demeure la référence essentielle des Français qui en attendent plus que jamais de la protection, surtout en période d'incertitudes et d'angoisses sociales. Les imputations de responsabilité touchent d'ailleurs aussi bien le gouvernement que les organismes bancaires ou de crédit, la grande distribution (pour leur rôle dans la diminution du pouvoir d'achat), les industriels et les chefs d'entreprise (à l'exception des dirigeants de PME forts d'une image traditionnellement positive dans l'opinion). En outre, les doutes des Français envers leurs dirigeants politiques, administratifs et économiques sont loin d'être dissipés.

Au final, la perception des élites semble donc très dépendante non seulement du contexte social de court terme dont on les perçoit comme responsables, mais aussi de la manière dont elles gèrent leur propre sélection. Ce qui suppose une réforme de leur formation, une ouverture du recrutement (thème de la diversité) et une souplesse dans les carrières, voire d'éventuelles réformes managériales dans l'entreprise prenant davantage en compte la reconnaissance du mérite (auquel les Français semblent particulièrement attachés dans leur relation au travail). L'inégalité des conditions semble n'être finalement tolérée qu'à la condition que soit garantie la possibilité d'une ascension sociale.